



## LES DIFFÉRENTES FACETTES DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN AU BRÉSIL

### LIMINAIRE

Les villes ont depuis toujours occupé une place de premier plan dans le débat relatif aux enjeux environnementaux engagé au niveau international. Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est déroulée en 1992 (aussi connue sous le nom du Sommet de la « Terre » de Rio de 1992), les questions environnementales sont au cœur des démarches d'urbanisme et de gestion durables à l'échelle mondiale (Nations Unies, 1992). Le programme Action 21, par exemple, amène les nations à s'engager dans l'élaboration de diverses actions en milieu urbain orientées vers la conservation et/ou la restauration des ressources naturelles. Les principes adoptés à Rio, y compris la mise en œuvre du programme Action 21, ont été approuvés par les délégués dans la foulée du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) tenu à Johannesburg en 2002 (Nations Unies, 2002).

Au fur et à mesure que les villes se complexifient en raison des activités relatives au développement socioéconomique qui se multiplient, elles sont susceptibles d'avoir des effets négatifs sur l'environnement. Face à la croissance historique des villes, conjuguée à la concentration démographique, à la production industrielle et à l'urbanisation intensive, les niveaux de pollution se sont élevés, les ressources naturelles se sont épuisées et la biodiversité s'est effritée. Des recherches internationales ont établi une interdépendance entre les facteurs de risque associés à la vulnérabilité socio-environnementale et les problèmes environnementaux (tels que les inondations, l'érosion du sol, la déforestation, la pollution des eaux, etc.). Si les autorités publiques sont en principe tenues d'agir en vue d'assurer le développement économique et la protection de la qualité de l'environnement, les intérêts liés au développement économique se retrouvent souvent au premier rang des

préoccupations politiques dans la plupart des pays en émergence. Ainsi, les villes brésiliennes subissent les contrecoups des difficultés que connaissent les gouvernements qui tardent à mettre en place des mesures de protection et d'assainissement de l'eau et d'offrir un logement décent et abordable aux couches les plus défavorisées de la population. De telles actions permettraient de freiner la croissance de quartiers de taudis dans les zones vulnérables et ainsi prévenir les désastres environnementaux et les pertes de vies humaines. À l'échelle du pays, 81,25% des quelques 170 millions d'habitants vivent dans les villes et 41% des 5 560 municipalités doivent composer avec des problèmes environnementaux importants, dont certains sont qualifiés de catastrophiques. Cet état de fait hypothèque la qualité de vie des citoyens et peut même, à l'occasion, entraîner des pertes de vies humaines (IBGE, 2005). Il est clair que les questions environnementales doivent être examinées à fond et de manière prioritaire par les instances de gouvernance des villes du Brésil.

Tous les auteurs qui ont collaboré au présent dossier thématique s'intéressent aux questions environnementales, sociales et politiques qui entourent le développement urbain au Brésil. Dans leur article, Rigitano et Barbassa montrent comment la participation et la consultation citoyenne sont devenues des éléments clés dans le développement des plans d'urbanisme. À partir d'une étude de cas qui porte sur la participation sociale dans les processus de l'élaboration des plans d'urbanisme de la ville de Bauru située dans l'État de São Paulo, ces auteurs brossent un tableau de l'évolution historique du cadre juridique régissant la participation des acteurs communautaires dans ce processus. Les auteurs soutiennent que, dans les faits, même si le niveau de participation communautaire est à la hausse, l'attitude que le pouvoir municipal adopte envers la participation des citoyens dans les

processus décisionnels reste mitigée. Les travaux de Costa *et al.* se fondent dans une perspective environnementale plus large qui vise à explorer les projets de restauration de rivières urbaines en périphérie de Rio de Janeiro. Les auteurs se penchent sur l'interdépendance entre la structure environnementale, les modes d'utilisation du sol en milieu urbain et les intérêts que défendent les groupes locaux. Portant sur le projet Iguaçu réalisé dans la région de la Baixada Fluminense, cette étude de cas montre à quel point des projets environnementaux axés sur la prévention de risques (comme des inondations) sont susceptibles de faire émerger de nouveaux aménagements en bordure de plan d'eau qui permettent de tenir compte et de mettre en valeur le potentiel des rivières comme élément central dans la reconfiguration de l'espace urbain. Les auteurs se demandent dans quelle mesure la participation communautaire peut constituer une stratégie efficace dans la restauration environnementale des parcs riverains. Enfin, dans le dernier article, Silva aborde la question de la justice environnementale à Rio de Janeiro à travers une évaluation des inégalités sociales qui caractérisent notamment les espaces d'exclusion dans le bassin des basses terres de Jacarepaguá. L'article se termine en évoquant la faible portée des actions publiques proposées pour réduire l'injustice environnementale, alors que les instances publiques peuvent engager des actions très efficaces qui viennent servir les intérêts privés, notamment ceux du marché immobilier.

L'idée principale qui ressort de l'ensemble des articles est que les mesures prises par les instances publiques face aux préoccupations environnementales dans les villes brésiliennes doivent respecter le principe selon lequel le pouvoir se partage entre toutes les parties prenantes pour trouver des solutions aux problèmes complexes que connaissent les villes en croissance rapide.

## **BIBLIOGRAPHIE**

UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT (UNCED) (1992), Rio de Janeiro, 3-14 June 1992.

UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT (UNCED) (2002), Johannesburg, 26 August – 4 September 2002.

PESQUISA DE INFORMAÇÕES BÁSICAS MUNICIPAIS (2005), Perfil dos Municípios Brasileiros: Meio Ambiente IBGE, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística.

**Gabriela DA COSTA SILVA, Rédactrice invitée**